

Note d'Orientation

Printemps 2023



Foto : Ester Botta

RETOUR ET RÉINTÉGRATION EN GUINÉE

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La réintégration est un processus complexe, multidimensionnel et de longue durée. Elle implique de nombreux acteurs différents dans le pays de départ et d'arrivée. Afin de mieux comprendre ce processus de réintégration, nous avons mené une étude multisite et longitudinale qui prend en compte les différentes perspectives, notamment des retourné(e)s, leurs familles et communauté, ainsi que des acteurs clés dans les structures de soutien et de la politique (OI et ONG) dans les pays de destination (Suisse et Allemagne) et du Guinée. Il en résulte que :

- La compréhension du retour et de la réintégration varient selon les différents acteurs impliqués.
- De nombreux obstacles sont à surmonter pour les retourné(e)s tant au niveau économique, social que psychosocial.
- Afin de maîtriser le processus de la réintégration, les retourné(e)s nécessitent du soutien matériel et non-matériel de la part des institutions, de la famille et de la communauté.

Auteurs

Dr. Ester Botta; Dr. Abdoulaye Wotem Somparé;
Dr. Eveline Odermatt



Principaux Résultats

- La plupart des retournés guinéens sont des hommes, revenus des pays arabes contre leur volonté. Cela signifie que leur retour n'est pas un choix, mais un événement subi.
- Tous les retourné(e)s sont stigmatisé(e)s s'ils reviennent sans argent ni biens. Pour les hommes, la stigmatisation dérive de considérations matérielles; pour les femmes, elle relève de considérations morales et des soupçons d'avoir vécu dans la promiscuité sexuelle.
- Les conditions de départ ont un impact sur la réintégration. Les départs individualisés et secrets sont vécus comme des erreurs de jeunesse et tolérés par la famille, prête à accueillir les retournés. Par contre, s'il s'agit d'un départ organisé et soutenu par les familles, les retournés sont souvent accusés d'avoir dilapidé l'héritage. Dans ce cas, le processus de réintégration est plus difficile.
- La représentation positive ou négative de la migration dans la localité influence l'accueil des retourné(e)s : à Kankan, la migration est perçue comme une erreur; à Kolaboui, elle est considérée comme une aspiration légitime à la réussite.
- Le processus de réintégration implique des phases: de la déprime, la honte et le sentiment d'échec au moment du retour, à l'élaboration d'un nouveau projet professionnel et, enfin, à l'engagement dans des parcours de formation qui permettent la réintégration.
- La famille (en particulier les sœurs et les épouses) est la principale source de soutien pour les retourné(e)s, surtout quand ils ne sont pas accompagnés. Beaucoup d'entre eux continuent de vivre grâce au soutien familial, souvent en assistant des membres de la famille dans des activités lucratives. Ils ont cependant un fort désir d'autonomie, par exemple de trouver un logement autonome, pour sortir du statut de «dépendants» que surtout les hommes ressentent comme honteux.
- De façon générale, les projets d'accompagnement au retour ont un impact positif sur la réintégration : ils fournissent des formations et un capital de départ pour une nouvelle activité. En outre, à travers l'intérêt accordé au migrant par une institution, ils témoignent aux yeux de l'entourage de sa volonté de travailler et se réinsérer professionnellement. Ceci peut diminuer les sentiments de honte d'abandon et d'injustices liés au retour.
- Les projets de retour peuvent impulser des dynamiques de solidarité entre les retourné(e)s, surtout quand ils créent des coopératives et des groupements.
- La réintégration scolaire ou professionnelle se heurte à des difficultés liées à l'indiscipline des retournés après avoir été autonomes à l'étranger, réticents à se soumettre à l'autorité des professeurs et des maîtres d'atelier. La déscolarisation entraîne aussi des défis didactiques, car les retournés ont parfois perdu leur familiarité avec l'écriture et la lecture de la langue française.

CONTEXTE ET METHODE

Cette note d'orientation fait partie d'une étude scientifique plus large, financée par le SNIS (Swiss Network for International Studies), dans laquelle nous avons suivi le processus de réintégration des retourné(e)s en Gambie, Guinée et au Sénégal.

Nous avons effectué des enquêtes entre 2021 et 2023, dans une période où la Guinée est l'un des pays de l'Afrique Occidentale qui a enregistré plus de départs irréguliers vers l'Europe ou l'Afrique du Nord.

La recherche a été menée dans deux régions différentes, à l'intérieur desquelles nous avons mené des entretiens qualitatifs avec des retourné(e)s dans des localités urbaines et rurales. En Haute Guinée, nous avons mené nos enquêtes dans la deuxième ville du pays, Kankan, et dans trois villages environnants. En Guinée Maritime, en raison de l'importance du phénomène migratoire dans la région de Boké, nous avons choisi la sous-préfecture de Kolaboui et trois villages environnants. Au total, nous avons interviewé 55 retournés (dont 8 femmes). Dans une approche longitudinale, 14 ont été interviewés deux fois dans un intervalle de six mois. De plus, 30 membres de familles et 6 acteurs-clés ont été interviewés, et nous avons mené 4 groupes de discussion avec des membres des communautés. Nous avons utilisé la démarche ethnographique, en privilégiant l'observation et la description et en recueillant des récits de vie, visant à saisir aussi bien les trajectoires migratoires, celles du retour et de la réintégration, entre lesquelles nous avons observé une interdépendance.

LES INSTITUTIONS ET PROJETS DU SOUTIEN AU RETOUR ET À LA RÉINTÉGRATION EN GUINÉE

C'est surtout l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) qui s'occupe de soutenir les retourné(e)s en Guinée. L'intervention de l'Etat guinéen en faveur des retournés vise avant tout à mettre à la disposition de l'OIM certains de ses services administratifs, notamment les directions préfectorales de la jeunesse et leurs cadres. De plus, les centres de formation professionnels, gérés par l'Etat, accueillent des modules destinés aux migrants de retour. Le ministère de l'Action sociale et de la Promotion féminine intervient dans l'accompagnement des femmes, soit à travers des aides directes, soit à travers des formations organisées par les Centres d'Autonomisation féminine.

Pour les projets d'accompagnement, l'OIM a la possibilité d'intégrer les migrants de retour dans des programmes gérés par d'autres institutions, visant à lutter contre le chômage des jeunes, comme dans le cas du projet INTEGRA, réalisé par l'agence de coopération belge (ENABEL) en synergie avec PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement). l'Union Européenne et des ONG nationales et internationales.

En mars 2023, suite au racisme et à la violence subies par plusieurs migrants africains, l'Etat guinéen a affrété trois vols pour ramener les citoyens guinéens qui étaient en Tunisie. A leur retour, ils ont été accueillis officiellement par le Président de la junte et les membres de son gouvernement, qui leur ont promis un accompagnement en vue de favoriser leur réintégration en Guinée.

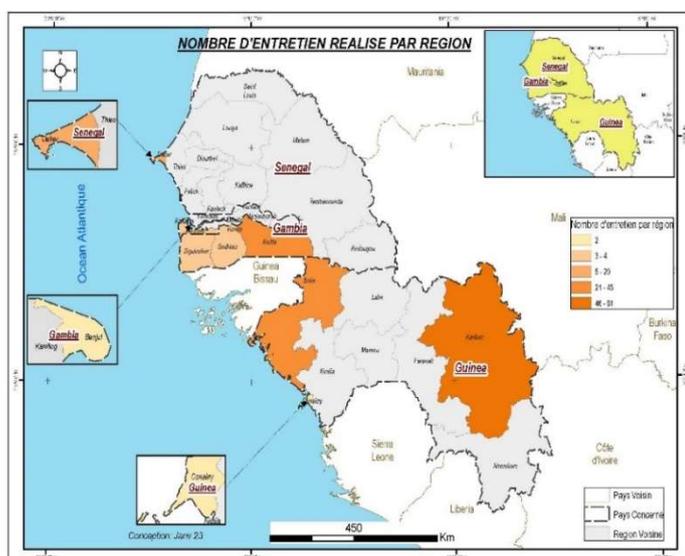
LES TROIS CATÉGORIES DE RETOURNÉ(E)S

Groupe 1: Les migrants qui reçoivent du soutien institutionnel avant le retour et après l'arrivée, par exemple par la mise en place de projets de formation ou de projets d'entrepreneuriat.

Groupe 2: Les retourné(e)s qui demandent du soutien après leur arrivée au Guinée.

Groupe 3: Les retourné(e)s sans aucun soutien des institutions ni dans le pays de départ ni à l'arrivée au Guinée.

Carte: Lieux de recherche de l'ensemble du projet



ATOUTS DES PROJETS D'ACCOMPAGNEMENT

Les projets d'accompagnement facilitent la réintégration socio-économique des retourné(e)s et contribuent à améliorer leur état psychologique.

Les projets fournissent des capitaux de départ et des formations pour entreprendre de nouveaux métiers; ils allègent également les charges des familles en rendant les retournés plus autonomes.

Les visites des assistants psycho-sociaux rassurent les familles et le voisinage sur le fait que le retourné est engagé dans un parcours de réinsertion au lieu d'emprunter une trajectoire déviante à cause de l'échec, comme le craignent beaucoup de parents.

Le faible nombre de femmes retournées bénéficient d'une meilleure protection, dans la mesure où elles parviennent à cumuler plusieurs types de soutien (par ex. assistance de l'action sociale et projets d'accompagnement de l'OIM). Considérées comme membres d'une catégorie fragile elles accèdent aux projets d'accompagnement plus rapidement et bénéficient de montants supplémentaires pour chaque enfant.

LIMITES DES PROJETS D'ACCOMPAGNEMENT

Cependant, les retournés et les acteurs-clés ont exprimé des limites et des besoins d'amélioration du soutien institutionnel:

Beaucoup de retourné (e)s ou de familles ne connaissent pas l'existence de l'OIM.

Les difficultés d'accès à l'OIM sont souvent mentionnées par les retourné(e)s, qui trouvent la communication difficile et les messages contradictoires, surtout par rapport aux montants et aux modalités de versement de l'argent à recevoir.

Les démarches administratives sont compliquées et de longues périodes d'attente s'écoulent avant de recevoir des réponses.

Dans un contexte de méfiance généralisée, les retourné(e)s sont souvent découragés d'avance. Ils pensent qu'ils ont peu de chances d'accéder à l'aide en raison du clientélisme et de la corruption.

Les soutiens financiers et en nature ne compensent pas le surinvestissement dans le projet migratoire (endettement, vente du terrain familial ou des outils et matériels de travail). Ainsi, les migrants adultes et pères de famille, qui doivent contribuer à l'entretien à la famille, utilisent des parties des montants alloués dans le cadre de leur réinsertion professionnelle et sociale, parce qu'ils sont confrontés à des urgences alimentaires, médicales etc.

Les migrants sont orientés vers des métiers qui ne tiennent pas toujours compte des préférences, des compétences préalables ou acquises en migration.

Les formations professionnelles ne sont pas assorties d'un suivi de leur insertion professionnelle. Les temps de formation très courts (modules de six mois au lieu de trois ans) sont insuffisants selon les retourné(e)s et formateurs.

Les itinéraires des migrants après le retour sont souvent compliqués. N'ayant pas l'intention de rentrer par honte, ils ne donnent pas l'adresse de leur localité de départ, mais l'adresse d'une localité de transit, où ils se préparent pour rentrer. Le retourné s'y appuie sur la présence d'un parent ou d'un ami pour se reposer des péripéties de son voyage et, parfois, pour chercher des ressources afin de ne pas revenir les mains vides. Or, lorsque le soutien arrive, il est parfois déjà reparti et il n'accède donc à aucune aide.

LES PRINCIPALES DIFFICULTÉS DE LA REINTEGRATION

Tous les retournés sont confrontés à des circonstances de retour et à des difficultés de réintégration similaires. Ils reviennent des pays arabes contre leur volonté, après avoir été surpris à travailler dans la clandestinité et capturés par la police, puis ramenés dans le désert, au-delà de la frontière.

Les retourné(e)s partagent des sentiments d'échec, de honte et d'injustice face à une imposition subie, souvent assortie du dépouillement de tous leurs avoirs par la police ou les groupes rebelles. Ces circonstances les amènent à avoir peur de rentrer sans ressources dans la localité qu'ils ont quittée en quête d'une mobilité sociale ascendante.

Au moment de rentrer chez soi, certains indicateurs de la honte éprouvée par le migrant sont le retour pendant la nuit, le rejet de toute manifestation de joie de l'entourage, l'attitude de se terrer dans une chambre, parfois cagoulé, en évitant tout contact avec l'extérieur.

De façon générale, tous les migrants de retour sont dans une situation de mobilité sociale descendante, car ils ont un statut social inférieur par rapport à leurs pairs, qui ont habituellement progressé pendant leur absence, alors qu'eux, ils ont souvent tout perdu.

Beaucoup de retourné(e)s sont traumatisés psychologiquement par ce qu'ils ont vécu à l'étranger. Tous ont peur d'être rejetés par leurs proches. L'encouragement de la famille et des amis est fondamental pour surmonter cette phase et reformuler un nouveau projet.

D'autres difficultés de la réintégration sont spécifiques pour certaines catégories de retourné(e)s et dépendent des conditions et des moyens mobilisés pour le départ et de variables sociologiques telles que l'âge, le genre et l'appartenance ethnique et culturelles.

LA REINTEGRATION ET LE GENRE

La migration irrégulière est surtout masculine en Guinée; pour les femmes, elle est en général liée au désir de rejoindre ou de suivre un conjoint en route pour l'Europe.

Nous avons rencontré très peu de femmes retournées, qui souffraient plus que les hommes d'une stigmatisation basée sur des considérations morales plutôt que matérielles.

Les femmes «aventurières» sont soupçonnées d'avoir vécu dans la promiscuité et de ne plus pouvoir demeurer de manière stable dans un foyer, en se soumettant au mari et à la belle famille. Les récits des hommes migrants de retour, qui racontent les violences auxquelles sont soumises les femmes en cours de route, amplifient une telle représentation des migrantes, en les stigmatisant davantage.

Les rares femmes retournées considèrent, tout comme leur entourage, que leur réintégration est réussie lorsqu'elles parviennent à se marier, car le mariage et la maternité demeurent les objectifs principaux de la socialisation féminine en Guinée.

Pour les hommes, les défis de la réintégration concernent leur (in)capacité de se prendre en charge, effectuer des réalisations (construction d'une maison) et endosser des responsabilités au niveau familial; par exemple l'entretien de l'épouse et des enfants, l'aide aux parents et à la belle famille.

La migration modifie les rapports de genre, car les retournés se retrouvent souvent dans une situation de conflit latent ou ouvert (séparation) avec les épouses ou la famille pour avoir délaissé leurs responsabilités pendant la migration. La situation est aggravée par leur impossibilité de faire face aux dépenses quotidiennes, aux urgences médicales et aux frais de scolarité des enfants.

Même les retournés qui sont soutenus par leur famille vivent désormais une situation de renversement des rôles vis-à-vis de leurs épouses, qui jouent pratiquement le rôle de cheffes de famille pendant la migration et au retour, grâce aux recettes du commerce et de la culture maraîchère.

LA REINTEGRATION ET L'AGE

La migration est en général un phénomène juvénile en Guinée. Dans la société Malinké de la région de Kankan, où il y a une culture migratoire fondée sur le commerce et l'orpaillage, des errances de jeunesse dans les pays frontaliers sont autorisées comme des expériences formatives de jeunes hommes. Les retourné(e)s sont assimilés à ces cas et accueillis avec tolérance et soutenus par leurs familles dans leur processus de réintégration.

Suite à l'ouverture de la frontière Libyenne, le nombre des pères de famille, âgés entre 30 et 50 ans, qui tentent la migration a augmenté, particulièrement dans la région de Boké. Leur processus de réintégration est plus difficile en raison des sacrifices consentis pour le départ (par ex. la vente des moyens de production comme les terrains/champs ou le matériel de travail). C'est ce qui rend les retournés très stressés à leur retour, car ils sont désormais ruinés financièrement.

Les jeunes ont souvent vécu une vie adulte et autonome à l'étranger. Cela rend difficile leur réintégration dans des contextes où ils sont soumis à l'autorité des aînés; dans le cadre familial, scolaire ou de l'apprentissage d'un métier. D'où les nombreux problèmes disciplinaires mentionnés par les formateurs.

Beaucoup d'élèves désapprennent le français et ne sont plus familiers avec la lecture et l'écriture, alors que les jeunes ouvriers qui n'ont plus pratiqué leur métier en migration souffrent d'une déqualification professionnelle, même s'ils ont souvent acquis d'autres compétences.

Quelques jeunes ont été engagés dans des itinéraires déviants à l'étranger, par exemple en devenant passeurs ou mendiants. Ceux-ci sont alors stigmatisés comme criminels, surtout s'ils sont partis en volant des biens (voiture, moto) ou l'argent de leurs parents.

La solidarité qui naît entre les jeunes retourné(e)s qui suivent des formations est une bonne base pour impulser des dynamiques collectives (groupements, coopératives etc.).

LA REINTEGRATION ET LES SPÉCIFICITÉS CULTURELLES

Le processus de la réintégration dépend également de l'appartenance des migrants à des populations ayant des conditions de vie et une culture des migrations différentes, ce qui est plus perceptible dans la région de Boké. Dans ce contexte géographique, les populations Diakhanké, par exemple, sont insérées depuis longtemps dans des réseaux migratoires. Cela implique que les membres de la famille vivant à l'étranger peuvent contribuer économiquement aux départs des migrants et à leur réintégration économique au retour.

Les familles peul, détentrices du bétail, revendent des bœufs pour soutenir les membres de leur famille à partir et pour faciliter leur réintégration; par exemple, le bétail peut servir à acheter une boutique ou des intrants agricoles.

Les familles Landouma, sédentaires et plus pauvres, revendent des terrains familiaux et des moyens de production pour soutenir les migrants, en se retrouvant appauvries si celui-ci reviennent sans réussir, elles n'ont plus les moyens de les soutenir à se réintégrer.

Les départs individualisés et secrets, typiques de Kankan, sont vécus comme erreurs de jeunesse et tolérés par la famille, prête à accueillir le retourné.

En cas de départ organisés et soutenus par la famille, typiques de Boké, le migrant de retour est accusé d'avoir dilapidé l'héritage et la réintégration est plus difficile, surtout dans les familles polygames.

De plus, les mères, qui apparaissent promotrices ou complices des départs des enfants, éprouvent des sentiments de honte face à leur retour, car on soupçonne que l'échec des retourné(e)s soit dû à l'absence de la bénédiction du père, satisfait et fier du comportement de sa femme à son égard et prêt à bénir les enfants issus de leur union.

La représentation positive ou négative de la migration dans la localité influence aussi l'accueil des retournés. A Kankan, l'opinion sur la migration irrégulière est en général négative et les migrants en contact avec leur famille à l'étranger sont encouragés à revenir. Lorsqu'ils rentrent, ils sont accueillis comme des personnes qui ont décidé de quitter une voie dangereuse pour se remettre sur le droit chemin.

A Boké, la réussite des migrants, matérialisée par de très beaux bâtiments, engendre une représentation héroïque de la migration irrégulière qui est fortement soutenue par les familles. Le migrant qui a réussi est considéré comme béni et, dès qu'il arrive sur le sol européen, il bénéficie d'une mobilité sociale subjective qui rejaille sur sa famille et surtout sur sa mère, complice silencieuse de son projet migratoire. Il s'agit là d'un contexte de fièvre migratoire où les migrants de retour vivent très mal leur échec, imputé à la malhonnêteté des passeurs, mais aussi à une malédiction dérivée du mauvais comportement de leur mère.

Recommandations Politiques

ACCROÎTRE LA SENSIBILISATION DE LA SOCIÉTÉ

Il est important, à travers des discussions collectives, de sensibiliser les populations des villages qui accueillent les retournées féminines afin de diminuer la stigmatisation et les doutes sur leur moralité. Également, il est nécessaire d'accroître la sensibilisation visant à éviter que les mères des retourné(e)s soient considérées responsables de l'échec des projets migratoires de leurs hommes/fils à cause de l'idéologie de la 'Baraka'.

RECONNAÎTRE LA DIVERSITÉ DES BESOINS DES RETOURNÉ(E)S

Le système d'accompagnement devrait mieux tenir compte de l'hétérogénéité des profils des retourné(e)s; y compris leurs expériences professionnelles avant le départ, leurs compétences apprises en migration et leurs préférences d'évoluer dans des projets du retour, individuellement ou en association avec des collègues.

RENFORCER UN SOUTIEN DURABLE

Les cours de formation sont importants, mais ils sont insuffisants, s'ils ne sont pas suivis par un accompagnement à l'insertion professionnelle; par exemple en soutenant les jeunes à fonder des coopératives et en les accompagnant dans l'achat des outils de travail.

INVESTIR DANS L'ACCOMPAGNEMENT DES RETOURNÉ(E)S

Les retourné(e)s qui réussissent leurs projets peuvent devenir des vitrines, capables d'inspirer les autres, mais ils doivent continuer à être accompagnés pour montrer que leur réussite n'est pas éphémère.

RENFORCER LE SOUTIEN PSYCHO-SOCIALE

Il est nécessaire d'apporter un soutien psychologique accru aux retourné(e)s. Cependant, les formations en psychologie sont pratiquement inexistantes en Guinée. Pour atteindre cet objectif, il faudrait chercher à combler cette lacune du système éducatif, en mobilisant des professionnels de la Sous-région.

UN SOUTIEN MIEUX ADAPTÉ POUR LES HOMMES DE RETOUR

Le système du soutien à la réintégration doit être mieux adaptés aux besoins des hommes adultes dans le contexte du départ et de l'arrivée; notamment, les adultes pères de famille, qui se sont endettés ou ont hypothéqué leurs biens pour partir. Leur situation peut compromettre la réussite de leurs projets de retour, parce que le soutien financier attribué au projet risque d'être utilisé pour subvenir aux besoins de la famille.

AMELIORER LE SOUTIEN POUR LES MINEURS

Souvent, les familles s'approprient des projets pour les retournés mineurs, qui n'en bénéficient pas. Un système de monitoring ou l'attribution de la gestion de l'argent à une institution serait nécessaire

PLUS D'INFORMATIONS

Site web SNIS:
<https://snis.ch/projects/gender-return-migration-and-reintegration-in-the-gambia-guinea-and-senegal>

Publication : Gueye, D., Jurt, L. et Odermatt, E. « Migration de retour et réintégration : réussite collective et échec individuel ? ». In : Yemelong Temgoua, N., Kaffo, C., Mboha Nyamsi H.L. et Nkenné, J.M. (eds) Pratiques Migratoires et Réintégration des Migrants dans les Territoires de Départs. Yaoundé (République du Cameroun) : Edition de Midi: 215-241.

CONTACT

Dr. Ester Botta

ester.botta@yahoo.it

Dr. Aboudlaye Wotem Somparé

awsompare@gmail.com

Dr. Eveline Odermatt

eveline.odermatt@unifr.ch

EQUIPE DE RECHERCHE

La recherche a été menée par Dr. Eveline Odermatt, Prof. Luzia Jurt, Dr. Doudou Gueye, Dr. Ester Botta, Prof. Abdoulaye Wotem Somparé, Cheikh Mbacke Sène, Amadou Mballo, Ibrahima Cissokho.

